



HAL
open science

Edito : Elections en Espagne

Jean-Pierre Massias

► **To cite this version:**

| Jean-Pierre Massias. Edito : Elections en Espagne. 2016, pp.1-3. hal-04122611

HAL Id: hal-04122611

<https://univ-pau.hal.science/hal-04122611v1>

Submitted on 8 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections en Espagne : le difficile apprentissage d'une culture de coalition

L'Espagne fait aujourd'hui l'épreuve d'une situation inédite depuis l'adoption du nouveau texte constitutionnel il y a quarante ans, peinant à se doter d'un gouvernement, une première. A défaut d'obtenir une majorité absolue à la chambre basse, les partis politiques apprennent – ou tentent d'apprendre – les règles d'une vie politique conditionnée par le compromis.

La dynamique d'effritement du bipartisme, rendant nécessaire la mise en œuvre de coalitions, avait déjà été observée lors d'élections régionales précédentes. En Andalousie, trois votes successifs auront été nécessaires à l'investiture de Susana Diaz (PSOE), tandis qu'une alliance inédite (nationalistes et indépendantistes basques, *Podemos* et *Izquierda Unida*) mettait fin à l'hégémonie du parti conservateur UPN (Union du Peuple Navarrais) dans la Communauté forale de Navarre. Ces élections étaient les prémices de la crise qui se déroule aujourd'hui à l'échelon national, où aucun parti n'est en mesure de former un gouvernement. Si la lutte contre la corruption semble bénéficier d'un relatif consensus entre tous les partis, l'avenir constitutionnel et l'organisation territoriale, la gestion des conséquences de la crise économique, les indépendantismes ou la crise des réfugiés sont autant de sujets demeurant à ce jour sur la table des négociations.

Arrivé en tête des élections, le *Partido Popular* (PP), à nouveau éclaboussé par plusieurs cas de corruption, n'est pas parvenu à établir des accords avec les autres formations et fait face à un front « anti-PP ». Mariano Rajoy a ainsi renoncé à tenter de former un gouvernement à la fin du mois de janvier dernier. Pedro Sánchez (PSOE), refusant tout accord avec le PP, a quant à lui échoué à former un gouvernement de coalition avec le parti centriste libéral *Ciudadanos* lors du vote du 4 mars dernier au Parlement. *Podemos* s'est illustré par son intransigeance dans ses revendications, en demandant à Pedro Sánchez de former un « gouvernement progressiste de gauche » pour une « véritable social-démocratie », de concert avec Alberto Garzón (*Izquierda Unida*), excluant *de facto* *Ciudadanos*. Le parti d'Albert Rivera se présente ainsi comme une troisième voie, à cheval entre les deux partis traditionnels, et porteur d'un changement au sein d'une coalition incluant le PP et le PSOE. Par ailleurs, les tractations actuelles soulignent le caractère crucial que revêt la multiplicité des « petits partis » présents sur l'ensemble du territoire espagnol : *Izquierda Unida*, régionalistes et indépendantistes (catalans, basques, galiciens, canariens) rassemblent en effet près de 15 % des voix. Bien que le Tribunal constitutionnel ait affirmé avec force et à plusieurs reprises l'inconstitutionnalité d'un processus sécessionniste tel que celui qu'a tenté de mettre en œuvre la Catalogne, la voie sans issue dans laquelle se trouve l'Etat central fait craindre aux partisans de l'unité de l'Espagne une

montée en puissance des mouvements souverainistes, en particulier dans la Communauté autonome basque où les élections de la fin de l'année pourraient donner une « légitimité des urnes » à de telles revendications.

Au cœur de cette crise, une institution directement héritée du franquisme mais défendue comme garante de la transition démocratique et des institutions espagnoles joue un rôle primordial. Felipe VI, roi d'Espagne, est ainsi le médiateur et le promoteur des négociations, à la fois libre de consulter les représentants des différents groupes parlementaires mais pouvant également proposer un candidat responsable de la formation d'un gouvernement. Son pouvoir de régulation de la vie politique est ainsi conséquent, Felipe VI ayant par exemple contribué à la réhabilitation de la figure de Pedro Sánchez au sein même du PSOE, alors qu'il était contesté par les barons socialistes, en particulier par Susanna Díaz en Andalousie. Clef du dépassement de la crise actuelle, la figure du roi est toutefois contestée, en particulier par *Podemos* qui souhaite, si l'équilibre des forces le lui permet, organiser un référendum relatif au maintien de la monarchie espagnole.

Face à une scène politique quadripartite, la classe politique espagnole doit faire l'apprentissage d'une culture du compromis. Cette nécessité est d'autant plus prégnante que, selon un sondage publié par *El Mundo* en février dernier, les intentions de vote en cas de nouvelles élections semblent confirmer l'ancrage du multipartisme, avec une avancée du PSOE (23,1 %) et de *Ciudadanos* (15,3 %), au détriment du PP (27,8 %) et de *Podemos* (18,8 %). La nécessité d'une grande coalition « à l'allemande » entre le PP et le PSOE avait déjà été mentionnée par Juan Rosell, président de la *Confederación Española de Organizaciones Empresariales* (CEOE, syndicat des entrepreneurs espagnols) le 1^{er} décembre 2014. Cette possibilité est aujourd'hui portée en particulier par *Ciudadanos*, Albert Rivera ayant proposé dans ce sens la mise en place d'un « Plan Borgen », inspiré de la série télévisée danoise du même nom. Face à l'impossibilité de négociation entre les deux partis traditionnels, ce plan vise à la mise en place d'un gouvernement dirigé par le leader d'un parti n'ayant pas la majorité, mais se présentant comme « modéré » dans l'échiquier politique. Pedro Sánchez a quant à lui affirmé vouloir éviter à tout prix de nouvelles élections, et poursuit un mouvement de balancier entre *Podemos* et *Ciudadanos*, tout en se gardant de froisser les forces nationalistes et indépendantistes. Si les différentes formations ne parviennent pas à un accord avant le 2 mai, Felipe VI n'aura plus aucune marge de manœuvre, et les Espagnols seront à nouveau appelés aux urnes.

De l'utilisation de *Borgen* par Albert Rivera à *Game of Thrones* par Pablo Iglesias, la fiction politique devient aujourd'hui une réalité en Espagne. ♦ JPM-EZ

Marge :

A défaut d'obtenir une majorité absolue à la chambre basse, les partis politiques apprennent – ou tentent d'apprendre – les règles d'une vie politique conditionnée par le compromis.

Bien que le Tribunal constitutionnel ait affirmé avec force et à plusieurs reprises l'inconstitutionnalité d'un processus sécessionniste tel que celui qu'a tenté de mettre en œuvre la Catalogne, la voie sans issue dans laquelle se trouve l'Etat central fait craindre aux partisans de l'unité de l'Espagne une montée en puissance des mouvements souverainistes, en particulier dans la Communauté autonome basque où les élections de la fin de l'année pourraient donner une « légitimité des urnes » à de telles revendications.

L'apprentissage d'une culture du compromis est une nécessité d'autant plus prégnante que, selon un sondage publié par *El Mundo* en février dernier, les intentions de vote en cas de nouvelles élections semblent confirmer l'ancrage du multipartisme, avec une avancée du PSOE (23,1 %) et de *Ciudadanos* (15,3 %), au détriment du PP (27,8 %) et de *Podemos* (18,8 %)

De l'utilisation de *Borgen* par Albert Rivera à *Game of Thrones* par Pablo Iglesias, la fiction politique devient aujourd'hui une réalité en Espagne.